

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 27/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société Languedoc Roussillon Matériaux (LRM)**

**Carrière de Saint-André-de-Sangonis et site de traitement de matériaux de Pouzols**

Références : UD34/H3/MT/2023/209

Codes AIOT : 0006604405 (carrière) et 0006603786 (traitement)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement Société Languedoc Roussillon Matériaux (LRM) implanté sur les communes de Saint-André-de-Sangonis et de Pouzols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Languedoc Roussillon Matériaux (LRM)
- lieux-dits "Camp Tieulles" "Les Grands Vignes" "Chemin Ferrat" "Grand Bosc" à Saint-André-de-Sangonis (carrière), et Chemin du Grand Bosc à Pouzols (installations de traitement)
- Régimes en vigueur : Autorisation (carrière) et Enregistrement (traitement)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière extrait des matériaux alluvionnaires en eau et hors d'eau, sur des parcelles en rive droite de l'Hérault (commune de Saint-André-de-Sangonis). Les matériaux sont ensuite acheminés par un convoyeur aérien vers le site de traitement situé en rive gauche, sur la commune de Pouzols. Ces deux sites sont distincts sur le plan administratif, la carrière étant soumise à autorisation tandis que le site de traitement, qui avait bénéficié d'un récépissé de déclaration en date du 22/09/94, relève aujourd'hui du régime en vigueur de l'Enregistrement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- phasage d'exploitation et de remise en état
- équipements sous pression
- suivi des retombées de poussières dans l'environnement
- suites données à l'inspection réalisée en 2022
- traçabilité des produits chimiques (REACH)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Maintien du bornage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.2	Susceptible de suites
2	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.2.1	Susceptible de suites
3	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article Article 6.3.9	Susceptible de suites
4	Cuvettes de rétention / convoyeur aérien	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.2	Susceptible de suites
5	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.5.1 et 6.4.5.2	Susceptible de suites
7	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/
8	Produits chimiques, REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les conditions d'exploitation du site apparaissent satisfaisantes. Une non-conformité est cependant formulée concernant le dépassement de l'échéance d'inspection périodique d'un équipement sous pression.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Maintien du bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 25/06/22</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :  - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;  - le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p><b>Constats :</b>  <u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 27/04/22:</u>  Il a été constaté sur le terrain la présence d'une borne hors de son implantation initiale au sol. LRM indique que le bornage a été mis en place en 2011, et que l'exploitation a pu conduire à la détérioration de certaines bornes.  Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification du bornage sur le terrain, qui doit idéalement pouvoir être vérifié à partir d'un plan de bornage.  <u>Constat effectué lors de l'inspection du 08/11/23:</u>  Un nouveau plan de bornage a été établi en septembre 2022 et les bornes manquantes ont été réimplantées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

## N° 2 : Sécurité du public

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.2.1</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès</p> <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/22</li> </ul> <p><b>Prescription contrôlée :</b>  Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p><b>Constats :</b>  <u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 27/04/22:</u>  Il a été constaté lors de la visite que le portail d'accès à la carrière (proche du convoyeur aérien) est ouvert pendant les heures de travail, en l'absence de tout personnel dans cette zone. De ce fait les personnes étrangères à la carrière ont libre accès aux installations dangereuses situées à proximité immédiate.  Il est donc demandé à LRM de prendre les mesures nécessaires pour que cet accès soit clos en permanence, c'est à dire que le personnel referme systématiquement le portail après son passage. Une consigne ou un affichage en ce sens doit être établi, le cas échéant.  <u>Constat effectué lors de l'inspection du 08/11/23:</u>  L'exploitant a indiqué avoir établi une consigne afin de maintenir en permanence les accès fermés. La fermeture efficace du site a été constatée lors de la visite.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 3 : Remise en état du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article Article 6.3.9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état coordonnée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/22</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. La remise en état du site sera réalisée de façon coordonnée à l'exploitation. Les travaux de remise en état du site consisteront à créer un plan d'eau sur une Superficie d'environ 7 ha. L'aménagement des berges du plan d'eau est réalisé avec différents profils favorables à une diversité faunistique et floristique (création de roselières, micro falaises, pour attirer le Guêpier d'Europe, etc...). Un chemin de promenade est aménagé sur la périphérie du plan d'eau. Il est agrémenté de plantations d'arbres et de haies. Le plan de remise en état est annexé à l'arrêté d'autorisation. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état annexé. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 27/04/22:</u></p> <p><i>Il a été constaté au niveau de la zone qui doit être remise en état par la création d'un plan d'eau, que les travaux réalisés (talutage des pentes...) sont satisfaisants. Le reprise naturelle de la végétalisation donne manifestement de bons résultats.</i></p> <p><i>Le réaménagement de ce plan d'eau reste toutefois à finaliser (suppression d'un merlon de long de l'Hérault, talutage de certains secteurs), ce que l'exploitant a déjà planifié.</i></p> <p><i>Il est toutefois rappelé qu'il sera vérifié lors du récolement la bonne mise en oeuvre des dispositions détaillées dans l'étude d'impact (par exemple création d'une roselière, de microfalaises favorables à la nidification du guêpier d'Europe).</i></p> <p><i>La remise en état devra être menée avec soin, d'autant plus que LRM envisage de déposer une demande d'extension, dont le bon aboutissement de la procédure pourra être favorisé par les bonnes conditions de remise en état des secteurs précédemment exploités.</i></p> <p><i>L'exploitant étant tenu de notifier chaque phase de remise en état au Préfet, il est demandé à LRM de préciser à l'inspection en réponse au présent rapport le délai prévisionnel d'achèvement du réaménagement de la zone du plan d'eau, répondant aux dispositions prévues dans l'étude d'impact.</i></p> <p><u>Constat effectué lors de l'inspection du 08/11/23:</u></p> <p>Le réaménagement des zones exploitées est mené de façon concomitante à l'exploitation des nouvelles surfaces.</p> <p>Il a été noté par l'inspection que le plan d'eau a une dimension moindre que celle prévue dans le dossier initial, et la finalisation du réaménagement de la zone n'est pas encore achevée. Sur ce dernier point l'exploitant indique que des discussions sont menées avec la commune, à laquelle la zone du plan d'eau sera rétrocédée en fin d'exploitation, afin de réaliser une remise en état conforme à leurs attentes et à l'usage ultérieur qu'elle prévoit. Il est à noter que l'exploitation étant en retard par rapport au phasage initialement prévu, la société LRM envisage de demander avant l'échéance de l'autorisation (novembre 2025), une prolongation de durée afin d'achever l'exploitation du gisement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Cuvettes de rétention / convoyeur aérien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/22</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel. Le chargement, le déchargement ou le stockage de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution n'est pas autorisé sur le site. L'entretien des engins n'est pas autorisé sur le Site. Leur ravitaillement s'effectue sur une aire étanche créée dans le secteur Est de la carrière.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 27/04/22:</u> <i>Il a été constaté au niveau de la cuve de gasoil sur le site de Pouzols, la présence d'un bac de rétention partiellement rempli d'égouttures.</i> <i>La présence d'un fût de produit Adblue hors rétention a été également observée. La Fiche de Données de Sécurité précise que le produit n'est pas classé comme dangereux pour l'environnement, mais recommande d' "Éviter que de grandes quantités entrent en contact avec le sol, les cours d'eau et les égouts. Signaler la contamination. [...] Si nécessaire, la terre contaminée doit être évacuée."</i> <i>Enfin, la photo aérienne datée du 28/10/21 révèle une présomption de chute continue de matériaux depuis le convoyeur aérien, dans le fleuve Hérault (sillage trouble dans les flots prenant son origine au droit convoyeur). Une vérification visuelle apparaît nécessaire.</i> <i>Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour lever les risques de pollution liés aux 3 points ci-dessus.</i></p> <p><u>Constat effectué lors de l'inspection du 08/11/23:</u> Les justificatifs relatifs aux points ci-dessus ont été fournis consécutivement à l'inspection de 2022, permettant d'attester de l'absence de risques de pollution liés au stockage de fûts de produits liquides, et de l'absence de chute de matériaux depuis le convoyeur au-dessus du fleuve Hérault.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.5.1 et 6.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/22</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 6.4.5.1: " Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées."</p> <p>Article 6.4.5.2: " Tout stockage des déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit."</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection du 27/04/22:</u></p> <p><i>Il a été constaté sur le site de Pouzols, à proximité du poste de commande de l'installation, la présence de déchets et matériels épars, principalement de ferrailles, mais également des pneumatiques.</i></p> <p><i>Il est demandé à l'exploitant de procéder à un tri des matériels à éliminer ou non, et de regrouper les déchets avant élimination des filières autorisées.</i></p> <p><u>Constat effectué lors de l'inspection du 08/11/23:</u></p> <p>L'inspection a permis de vérifier l'élimination des déchets observés en 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 6 : Equipements sous pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection périodique des ESP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 15:</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à : [...]</p> <p>- Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. <b>Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans</b>, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté</p> <p>Article 18:</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...]</p> <p>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La carrière est équipée d'un seul ESP selon l'exploitant: un compresseur de 270 litres et de 11 bars de pression de service, mis en service en avril 2020.</p> <p>L'exploitant indique que compte tenu de sa date de fabrication récente, les échéances d'inspection et de requalification périodique ne sont pas atteintes.</p> <p>Or, selon l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 la première inspection périodique est à réaliser au plus tard 3 ans après la mise en service; elle aurait donc dû être réalisée avant le 21/04/2023.</p> <p>Il est demandé à la société LRM de mettre hors service l'équipement jusqu'à la réalisation d'une inspection périodique avec résultat favorable, et d'indiquer à l'inspecteur de la DREAL sous 30 jours les mesures mises à œuvre à cet égard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 7 : Surveillance des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.[...] Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Un contrôle des retombées de poussières dans l'environnement est réalisé selon la méthode des plaquettes, par un plan de surveillance commun à la carrière et aux installations de traitement des matériaux. Le rapport relatif à l'année 2022 a été vérifié. Il fait état d'une valeur moyenne annuelle de retombées de 111 mg/m <sup>3</sup> /jour au droit du point "2b" correspondant à une zone habitée au Sud de l'extraction: cette valeur est inférieure au seuil de 150 mg/m <sup>2</sup> /jour qui constitue la limite en dessous de laquelle l'empoussièrement est considéré faible. Cependant au mois de juillet 2022, la valeur relevée a été de 376 mg/m <sup>3</sup> /jour, ce qui constitue un empoussièrement fort (au dessus de 250 mg/m <sup>3</sup> /jour). Il faut noter que cette zone habitée ne se trouve pas sous le vent dominant (de secteur Nord-Ouest). Sur les prochains rapports de mesure, l'évolution des valeurs de retombées de poussières en ce point "2b" devra faire l'objet d'une attention particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Produits chimiques, REACH**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> L'exploitant a pu présenter, sur demande de l'inspection, l'archivage dans un classeur à la disposition des salariés, des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés dans l'établissement. Il apparaît que le suivi de la mise à jour de ce classement des FDS est réalisé de façon efficace.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite